

Service protection animale et environnement
Cité administrative – 24 avenue du 94 ème RI
C.S.50612 55013 BAR LE DUC

BAR LE DUC, le **09 FEV. 2026**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS Xelot

**FORET DE GOBESSART
55300 Saint-Mihiel**

Références : 2026-00015
Code AIOT : 0055500538

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement SAS XELOT, implanté en forêt de Gobessart à Saint-Mihiel (55300). L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Xelot
- FORET DE GOBESSART 55300 Saint-Mihiel
- Code AIOT : 0055500538
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement SAS Xelot implanté FORET DE GOBESSART à SAINT-MIHIEL (55300). L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection dans le cadre de la programmation couplée à une inspection en biosécurité en élevage de volailles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Xelot
- FORET DE GOBESSART 55300 ST MIHIEL
- Code AIOT dans GUN : 0055500538
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED – MTD
- Exploitation avicole, élevage de poulets de chair

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Élevages Rétention
- PPC - Arrêté préfectoral Complémentaire

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - ◆ les observations éventuelles,
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- Faits sans suite administrative,
- Faits avec suites administratives : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Forage	Autre du 23/02/2017	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/05/2016, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Stockage d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/05/2016, article 10	Demande d'action corrective	6 mois
6	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/05/2016, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
7	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/05/2016, article 12	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Abattoir	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/05/2016, article 4	Sans objet
4	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/05/2016, article 7	Conforme
8	Dossier installation classée	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/05/2016, article 16	Conforme
9	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Mis en conformité
10	Consommation en eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Conforme
11	Étanchéité des sols et dispositifs de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-1	Prescription inadaptée

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé lors de la visite d'inspection a mis en évidence des non-conformités concernant la production d'un rapport de forage, la mise à disposition des bilans de suivi de la compostière, l'établissement des plans des réseaux gaz et la mise en place d'un registre des risques.

L'inspection a également constaté l'absence de dispositifs de protection autour des citernes de gaz.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Forage

Référence réglementaire : Donné acte du 23/02/2017
Thème(s) : Autre, Rapport de forage
Prescription contrôlée : Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, l'exploitant communique à la préfète, en deux exemplaires, un rapport de fin de travaux qui comporte tous les renseignements listés à l'article 10 de l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé, notamment <ul style="list-style-type: none">• le déroulement général du chantier,• la localisation précise du forage (coordonnées géographiques Lambert II étendu), cote de la tête de forage, par référence au nivellement général de France, et code national banque du sous-sol attribué par le bureau de recherche géologique et minière (BRGM),• la coupe géologique au droit du forage avec indication du niveau de nappe rencontrée et la coupe technique de l'ouvrage avec les caractéristiques des équipements mis en place réellement, si celles-ci diffèrent des caractéristiques mentionnées dans le dossier de demande,• les résultats et interprétations des pompages d'essais,• les résultats d'analyse d'eau, pour vérifier le caractère agressif de l'eau, sa minéralisation et son adéquation avec l'alimentation du bétail
Conception : Le forage d'une profondeur de 50 m à 100 m est implanté de manière à éviter toute accumulation des eaux de ruissellement dans un périmètre de 35 m autour de sa tête. Une margelle en béton de 0,30 m de hauteur, au-dessus du niveau du terrain naturel, et d'une surface de 3 m ² est mise en place autour de la tête du forage. La tête de forage s'élève au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur, compté à partir du niveau du terrain naturel. Un capot de fermeture métallique est placé au sommet du forage, ce capot est fermé par un cadenas et assure une protection étanche de la tête de forage. Le forage est muni d'un compteur d'eau volumétrique relevé mensuellement par l'exploitant. Ces résultats sont portés sur un registre conservé dans le dossier de l'élevage. L'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion conforme à la norme NF EN 1717 sur la conduite d'alimentation pour empêcher tout retour d'eau.
Constats : Selon l'exploitant, trois puits ont été réalisés sans succès. Il n'y a donc pas de prélèvement dans le milieu. L'exploitation utilise exclusivement l'eau du réseau public.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera le rapport de forage mentionnant les conditions de remise en état des forages de prospection effectués ou une attestation sur l'honneur attestant de l'absence de tout ouvrage de prélèvement souterrain.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Abattoir

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/05/2016, article 4
Thème(s) : Autre, Suivi de consommation en eau
Prescription contrôlée : è.
Constats : Les relevés semestriels du fournisseur d'eau sont présentés ainsi que les relevés effectués par l'exploitant . Le compteur général n'a pas été vu. L'activité de l'abattoir est suspendue depuis octobre 2023. Il n'y a pas de consommation liée à cette activité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/05/2016, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Compostage
Prescription contrôlée : La SARL XELOT composte sur son site les fientes de l'élevage. Les effluents sont de type litière sèche, constituée de pailles de céréales broyées et de fientes fraîches. Le taux de matière sèche des fientes en sortie de bâtiment est de l'ordre de 55 %. Le tonnage entrant doit être enregistré à chaque production et tenu à la disponibilité de l'inspection des installations classées. Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée,- la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines. Le registre des températures est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le traitement des fientes conduit à la production d'un compost en produit normalisé classé amendement organique norme NFU44-051 type 3 « fientes compostées » qui est cédé à la SARL MEUSE COMPOST de GIRONVILLE SOUS LES CÔTES (55200). A ce titre, des analyses en routine sont obligatoires sur la base de 900 tonnes de produit annuel.
Constats : L'exploitant a établi une convention avec un prestataire pour le traitement sur place des effluents qui sont ensuite transportés vers un site de méthanisation. Les registres de relevés de températures et des analyses sont présentés pour les années 2023 et 2024. Une copie de la convention est remise à l'Inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre les rapports de suivi annuels de la compostière pour les années 2022, 2023 et 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/05/2016, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables. Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des matériels à risque spécifiés (NRS) et des sous-produits animaux. Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risque spécifiés sont éliminés conformément au décret 11097-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique. L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation, notamment pour les matières relevant du service public de l'équarrissage. Les sous-produits animaux et les déchets produits par l'abattoir sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs.. Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc....) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères. Le brûlage à l'air libre des déchets est interdit</p>
Constats : <p>Les déchets d'activité sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- les cadavres : enlèvement par ATEMAX. Le suivi des enlèvements est présenté pour les années 2022, 2023 et 2024 avec une moyenne de 3 passages annuels pour un cumul d'environ une tonne,- les emballages de produits phytosanitaires usagés sont repris par le fournisseur,- les DASRI sont repris par le vétérinaire sanitaire désigné,- le reste des déchets est traité en tout-venant par la collecte publique, il s'agit principalement de carton.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockage d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/05/2016, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de sécurité
Prescription contrôlée : Les réservoirs aériens de stockage gaz sont implantés de telle façon qu'il existe une distance d'au moins 7,50 mètres entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites du site. Le stockage de gaz inflammable liquéfié est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. Les réservoirs aériens fixes sont implantés au niveau du sol ou en superstructure. Les réservoirs reposent de façon stable par l'intermédiaire de berceaux, pieds ou supports construits de sorte à éviter l'alimentation et la propagation d'un incendie. Les fondations, si elles sont nécessaires, sont calculées pour supporter le poids du réservoir rempli d'eau. Une distance d'au moins 0,10 mètre est laissée libre sous la génératrice inférieure du réservoir. Lorsqu'elles sont nécessaires, les charpentes métalliques supportant un réservoir dont le point le plus bas est situé à plus d'un mètre du sol ou d'un massif en béton sont protégées efficacement contre les effets thermiques susceptibles de provoquer le flambement des structures. L'enrobage est appliqué sur toute la hauteur. Il n'affecte cependant pas les soudures de liaison éventuelles entre le réservoir et la charpente qui le supporte. Un espace libre d'au moins 0,6 mètre de large en projection horizontale est réservé autour de tout réservoir fixe aérien raccordé. Toutes les vannes sont aisément manœuvrables par le personnel. Les parois de deux réservoirs raccordés sont séparées d'une distance suffisante pour permettre la réalisation aisée de l'entretien et de la surveillance périodique des réservoirs. Cette distance n'est pas être inférieure au demi-diamètre du plus grand des deux réservoirs. Les réservoirs, ainsi que les tuyauteries et leurs supports sont efficacement protégés contre la corrosion. La tuyauterie de remplissage et la soupape sont en communication avec la phase gazeuse du réservoir. Les organes accessibles de soutirage, de remplissage et les appareils de contrôle et de sécurité, à l'exception des soupapes, des réservoirs fixes sont protégés par une clôture ou placés sous capots maintenus verrouillés en dehors des nécessités du service
Constats : La cuve alimentant le bâtiment V055AFH a été vue. La cuve et ses équipements de sécurité sont situés à une distance supérieure à 7,5 m de la limite de propriété. Le réservoir fixe est ancré au sol en laissant un espace libre sous la cuve. Un espace libre d'au moins 0,6 mètre de large en projection horizontale est réservé autour du réservoir. Les organes accessibles de soutirage, de remplissage et les appareils de contrôle et de sécurité, à l'exception des soupapes, des réservoirs fixes ne sont pas protégés par une clôture ou placés sous capots maintenus verrouillés en dehors des nécessités du service. Les équipements sont contrôlés par le fournisseur d'énergie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra se conformer à la protection attendue des organes accessibles de soutirage, de remplissage et les appareils de contrôle et de sécurité, à l'exception des soupapes, des réservoirs fixes qui ne sont aujourd'hui pas protégés par une clôture ou placés sous capots maintenus verrouillés en dehors des nécessités du service.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/05/2016, article 11
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques. L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : L'exploitation ne dispose pas d'un plan des parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. Le site ne dispose pas d'un registre des risques. L'accès reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site est suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. L'organisation des circulations et des stationnements n'entrave pas l'accès de service de secours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitation devra fournir un plan des parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. L'exploitation devra fournir le registre des risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/05/2016, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, prévention incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. [...] La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés par la mise en place à proximité des stockages de gaz et de fioul, d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18, le numéro d'appel de la gendarmerie : 17, le numéro d'appel du SAMU : 15 ,le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie sont en outre fixés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation de stockage de gaz inflammable sera dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. - l'interdiction de feu doit être affichée à l'intérieur de l'abattoir. - un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local sera établi. <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours. Les locaux sont équipés de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports des contrôles techniques de sécurité ont été présentés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les extincteurs sont vérifiés par l'assureur avec mentions portées sur les équipements, - le 12/03/2025, vérifications électriques, sans prescriptions, - le 18/03/2025, vérification du stockage Gaz, sans prescriptions, - le 04/09/2025, vérification des générateurs, sans prescriptions. <p>Le site ne dispose pas de plans d'intervention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitation doit fournir un plan des parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion,</p> <p>L'exploitation doit mettre en place le registre des risques et procéder à l'affichage de plans d'intervention.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/05/2016, article 16
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le dossier de demande d'autorisation initial,- les plans tenus à jour,- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,- le bilan de compostage,- les rapports des contrôles techniques de sécurité rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, etc. ...),- tous les documents, enregistrements, résultats d'analyses, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.
Constats : Les extincteurs du site sont vérifiés par l'assureur. La date de vérification est notée sur les équipements mais l'opération ne fait pas l'objet de la remise d'une attestation. Les consignes d'appel des secours sont affichées sur l'armoire électrique du bâtiment visité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2025, Pollution
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. I. Tout stockage « en réservoir » de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs « enterrés placés en fosse. » L'exploitant veille au bon état des rétentions. » Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. II. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand récipient,- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients. Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.
Constats : Au sein du bâtiment V055AFH, il est constaté la présence d'un réservoir d'hydrocarbure alimentant le groupe électrogène de secours. Le réservoir est placé dans une rétention dont le volume est suffisant pour absorber toute fuite ou débordement. Le local dédié aux produits phytosanitaires est fermé à clé et dispose de signalétique adaptée. Les produits sont livrés en bidon de 20 litres maximum et entreposés sur une grille au-dessus de bacs de rétention. Les produits sont rangés par types (acide, base, produits chlorés et biocides) et ont un code couleur selon leur pH. Il est constaté que tous les bidons ne sont pas rassemblés selon le code couleur. Il est constaté l'affichage de plusieurs fiches-produits pouvant être source de confusion. La grille sur rétention ne permet pas de visualiser les séparations des différents bacs de rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Procéder à une réorganisation par code couleur et à la mise à jour de l'affichage d'identification des produits. Un délai de 1 mois est accordé à l'exploitant. La communication de prises de vues justifiant de l'exécution de cette demande permettra de clore cette prescription. A l'issue des remarques faites sur place, l'exploitant a rapidement procédé aux corrections attendues et en a attesté par l'envoi de prises de vue permettant de constater la mise en conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Autre, Suivi de consommation en eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
Constats : L'exploitant suit les consommations en relevant chaque semestre le compteur du fournisseur et de manière bimensuelle le compteur de l'entreprise. Les registres sont présentés à l'inspection. La consommation est un paramètre de suivi quotidien de production.
Type de suites proposées : Sans suite

N°11 : Étanchéité des sols et dispositifs de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Préservation de la pollution des sols
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.
Constats : Les eaux de lavage sont mêlées à la litière puis évacuées vers la compostière. La compostière est couverte et construite sur dalle béton intègre. L'exploitant a établi une convention avec un prestataire pour le traitement sur place des effluents qui sont ensuite transportés vers un site de méthanisation . Les registres de relevés de températures et des analyses sont présentés pour les années 2023 et 2024. Une copie de la convention est remise à l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite